



## **Banco! Le redressement des banques publiques a réussi. Une santé diversement insolente. Revue de détail**

Longtemps stigmatisées pour avoir traîné d'énormes passifs, hérités, faut-il le dire, des prévarications des pontes de l'ancien régime, les banques publiques tunisiennes, à la faveur du redressement auquel elles se sont prêtées, donnent la nette impression de s'être tirées d'affaire, affichant même une santé insolente. C'est ce que semblait dire le ministre de l'Economie et des finances, ce lundi, devant la commission de la réforme administrative, de la bonne gouvernance, de la lutte contre la corruption et du contrôle de la gestion des finances publiques de l'ARP.

D'emblée, il a clamé que le redressement des banques publiques en Tunisie est une opération réussie, au regard de l'amélioration de leurs liquidités et de leurs indicateurs financiers, et précisant qu'elles sont actuellement des banques à participation publique et non des banques publiques, au motif que leurs conseils d'administration bénéficient de toutes les prérogatives et que l'Etat y est seulement représenté. L'Etat, a-t-il dit, impose sa vision au niveau des banques publiques à travers les conseils d'administration, laquelle vision stratégique vise à préserver les dépôts, à renforcer la confiance de la clientèle et à être au chevet de l'économie nationale. Et lorsque que l'Etat a pensé à la restructuration des trois banques publiques (STB, BNA et BH BANK), l'idée première était de ne réformer qu'une seule institution financière publique, a-t-il rappelé. Cette restructuration a finalement concerné les trois banques publiques et a été une réussite, a-t-il dit.

### **Et pour cause...**

Le premier exemple de cette réussite est celui de la Société Tunisienne de Banque (STB) qui a atteint 102% des objectifs prévus par le plan de restructuration lancé en 2015, selon la présidente du conseil d'administration de la Banque, Néjia Gharbi. D'ailleurs, elle a répété que cet établissement de crédit dont 80% du capital sont détenus par l'Etat, constitue un exemple en matière de restructuration des institutions publiques. Elle a rappelé, à cet égard, que le premier conseil d'administration tenu, pour la première fois, après la mise en place du plan de restructuration, en 2015, a procédé à une levée de fonds d'environ 608 millions de dinars sur un total de 757 millions de dinars nécessaires pour atteindre le seuil du capital réglementaire exigé.



Grâce à ce plan de relance élaboré dans le cadre d'une approche participative, a-t-elle dit, le produit net bancaire de la STB a atteint près de 602 millions de dinars en 2019, sachant que l'objectif escompté était de 554 millions de dinars en 2020. Elle a, également, ajouté que la banque a réussi à couvrir la moitié du résultat déficitaire estimé à 727 millions de dinars en 2015 pour atteindre aujourd'hui 335 millions de dinars. Surtout, la STB est parvenue à réduire la part des créances non classées de 30% en 2015, à 18% en 2019. Ainsi, la Banque a pu restituer 178 millions de dinars, depuis 2018.

### La « fonte » des créances carbonisées chez BH

Sur ce registre, la Banque de l'Habitat, rebaptisée BH Bank, n'est pas en reste. Son directeur général a annoncé que ses dettes classées ont régressé de 15%, en 2013, à 11,26% en 2019. Au cours des dernières années, elle a relevé son capital dans le cadre de son plan de restructuration à 238 millions de dinars avec la préservation de la participation des actionnaires publics de 55,7%.

Au demeurant, il a donné des gages que la gestion de prudence et la bonne gouvernance demeurent importantes après l'entrée en vigueur des règles de « conformité », ce qui impose aux banques d'investir dans l'informatique et atteindre un niveau élevé de gestion.

Il a appelé BH Bank à se conformer aux normes internationales qui seront entrées en vigueur fin 2021 ou début 2022 ce qui exige une formation de compétences et un système d'information développé et des efforts supplémentaires en épargne et capital. « BH Bank » doit maîtriser, selon le responsable, la gestion avec les répercussions de la crise survenue en 2020, en raison de l'épidémie de Covid-19 et diversifier ses produits et ses capacités commerciales dans un marché très concurrentiel.

Il a souligné, en outre, la nécessité de développer les mécanismes de paiement en créant des systèmes d'information développés, notant que les ratios de créances douteuses sont considérés moyens et doivent être améliorés dans les années à venir.



## La BNA, championne des fonds propres

La Banque Nationale Agricole (BNA), elle, a mis en avant le fait qu'elle dispose, actuellement, du plus haut niveau de fonds propres estimés à 1523 Millions de dinars par rapport aux autres banques de la place, a affirmé le président de son conseil d'administration, Mohamed Salah Chebbi, alors qu'ils étaient aux alentours de 636 MD en 2013, attribuant cette évolution à la non distribution des dividendes depuis 5 ans et la réalisation de résultats nets de près de 675 MD. Il a indiqué que la Banque a réussi à augmenter son capital de 160 MD à 320 MD, ce qui a permis de consolider le niveau des fonds propres au cours de ces dernières années.

Le responsable a évoqué la baisse des dettes classées de 23% en 2015 à 15% en 2019, sachant que la BNA est la seule banque publique qui n'a pas eu recours à l'injection des finances publiques.

La Banque, a-t-il affirmé, a pu renforcer ses fondements financiers, ce qui lui permettra, au cours des prochaines années, de faire face aisément aux risques et de poursuivre ainsi la mise en œuvre du programme 2021-2025.

Chebbi a souligné que la Banque a réalisé ce bond, malgré la régression du nombre de ses agents et cadres de 500 personnes depuis 2013, pour atteindre actuellement, 2223 fonctionnaires.

**Source : AFRICAN MANAGER**